

agricole, en ce qui concerne en particulier les nouvelles règles de la Communauté sur l'importation des pommes à couteau, et un système de cautions à l'importation qui s'appliqueraient aux importations de légumineuses sèches. En règle générale, les relations commerciales industrielles ont été harmonieuses, exception faite des difficultés éprouvées en 1987 et en 1988 lorsqu'il s'est agi d'ouvrir le marché espagnol aux exportateurs d'acier canadiens. Le contingent canadien pour 1987 a été fixé par négociation.

Du côté positif, il a été possible d'obtenir des dérogations à la réglementation phytosanitaire de la Communauté pour permettre la vente de pommes de terre de semence canadiennes en Italie et en Grèce. La Communauté a également restreint le territoire mis en quarantaine à la suite d'une épidémie de fièvre aphteuse (une maladie mortelle qui frappe les ruminants) dans la vallée de l'Okanagan pour que puissent continuer les exportations canadiennes d'animaux sur pieds provenant de l'extérieur de la vallée. Enfin, les améliorations apportées au système de licences d'importation de la Communauté pour le bœuf de haute qualité devraient profiter aux exportateurs canadiens.

À la suite de l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la Communauté européenne le 1^{er} janvier 1986, le Canada a entamé des négociations avec cette dernière en vertu de l'article XXIV:6 du GATT afin d'obtenir compensation du fait de l'entrave à son commerce résultant de l'élargissement de la Communauté. Le Canada est préoccupé de ce que plusieurs des propositions de la Communauté, surtout dans le secteur des pêches, soient plus restrictives que celles qui s'appliquent actuellement. Des séances de négociation répétées ont permis de rapprocher les points de vue, sans toutefois les faire coïncider. On en a référé au GATT pour obtenir un arbitrage obligatoire sur une question clé, de sorte que les négociations puissent être menées à terme. Le Canada a aussi manifesté son intention de négocier des compensations relativement à d'autres droits découlant de la formation de la Communauté et de son premier élargissement, ces deux événements ayant considérablement nui à ses exportations de céréales.

L'année dernière a également été le témoin d'importants progrès dans les relations scientifiques du Canada avec la Communauté européenne. Ainsi, les discussions se sont intensifiées au sujet de la coopération de recherche dans le domaine de la fusion. On a aussi réussi dans une bonne mesure à cerner les domaines dans lesquels les priorités respectives de recherche et de développement coïncident, ce qui pourrait déboucher sur une coopération dans ce domaine.

Royaume-Uni

Le Royaume-Uni est resté le troisième partenaire commercial du Canada, après les États-Unis et le Japon, et la deuxième source d'investissement étranger. Le commerce de marchandises avec la Grande-Bretagne en 1987 a atteint 7,2 milliards de dollars, en hausse de 14 % par rapport à 1986. Le Royaume-Uni a enregistré un surplus commercial d'environ 1,5 milliard de dollars, qui s'explique pour l'essentiel par les importations canadiennes de pétrole de la mer du Nord. Les exportations canadiennes au Royaume-Uni ont augmenté de près de 5 % pour totaliser 2,8 milliards de dollars, soit environ 30 % de toutes ses exportations vers la Communauté européenne. Cet accroissement de la valeur

totale des échanges commerciaux avec le Royaume-Uni s'explique par le fait que le taux de change moyen du dollar canadien par rapport à la livre sterling a diminué de 6,5 % en 1986 et 1987, après une première baisse de 10 % de 1985 à 1986. Trente-trois entreprises canadiennes ont participé à trois expositions commerciales internationales au Royaume-Uni, y réalisant des ventes sur place de 3 millions de dollars.

Les consultations régulières sur les questions politiques, économiques et de défense qui caractérisent la relation se sont poursuivies à un haut niveau en 1987. De nombreuses visites dans les deux sens ont montré à quel point les relations entre les deux pays sont étroites et diversifiées. La réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth à Vancouver a fourni au premier ministre l'occasion d'aborder les dossiers bilatéraux et multilatéraux avec Mme Thatcher. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a reçu à Ottawa son homologue britannique, sir Geoffrey Howe, en septembre. Ils se voient régulièrement à Ottawa et à Londres ainsi que durant des rencontres multilatérales comme les conférences de l'OTAN et du Commonwealth. Des membres de la famille royale sont aussi venus en visite au Canada en 1987. D'autres ministres canadiens et britanniques se sont rendu visite pour faire avancer les objectifs bilatéraux. Le secrétaire à la Défense du Royaume-Uni, M. Younger, est venu à Ottawa en septembre, le ministre de l'Industrie et du Commerce du Royaume-Uni, M. Clark, s'est rendu à Vancouver en novembre, et le ministre des Finances, M. Wilson, a rencontré son homologue M. Lawson à Londres en novembre. M. Oberle, ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie, a aussi eu des discussions à Londres à la fin de l'année. Les premiers ministres du Québec et de l'Alberta sont allés au Royaume-Uni et des délégations parlementaires se sont rendu visite pendant l'année. Le nouvel accord bilatéral sur les liaisons aériennes entre les deux pays promet d'améliorer sensiblement les services aériens.

La série de colloques Canada-Royaume-Uni s'est prolongée en 1987 et la réunion à Gleneagles a été couronnée de succès. Il a été décidé que la prochaine se tiendra au Canada en 1988.

République fédérale d'Allemagne

Les relations bilatérales entre le Canada et la République fédérale d'Allemagne ont continué à se développer en 1987-1988, ancrées dans une participation commune à l'Alliance atlantique, à l'OCDE, aux Sommets économiques, aux Nations Unies et à d'autres organismes internationaux ainsi que dans de solides rapports économiques et commerciaux. L'intensification des échanges scientifiques, technologiques, culturels et universitaires a aussi contribué à élargir ce partenariat.

Les échanges et les contacts se sont accrus au cours de la période, tant au niveau officiel qu'entre les secteurs privés. Le ministre des Finances et le ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie se sont rendus en Allemagne au cours de l'année pour consulter leurs homologues. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a rencontré au printemps le ministre des Affaires étrangères de la RFA pour passer en revue un certain nombre de dossiers. Des ministres canadiens ont reçu leurs homologues allemands